

CONCERTATION PPRT PÔLE PÉTROCHIMIQUE DE BERRE L'ÉTANG
Réunion publique du 3 avril 2018, salle d'honneur de la Mairie de Rognac
Compte rendu de la séance de questions

La réunion se déroule le mardi 3 avril 2018 à 18h00 à la salle d'honneur de la mairie de Rognac. Elle est placée sous l'autorité de Monsieur le sous-préfet d'Istres, en présence de Monsieur VESPERINI adjoint au Maire de la Mairie de Rognac et animée par l'agence Agora Communication.

INTERVENANTS EN TRIBUNE :

- **Monsieur Jean-Marc SÉNATEUR** – sous-préfet d'Istres
- **Monsieur Yvan VESPERINI** – Adjoint au maire de Rognac
- **Monsieur Thibault LAURENT** – DREAL PACA
- **Madame Audrey BLANC** – DREAL PACA
- **Madame Gaëlle DUCHÊNE** – DDTM 13

Présence en salle : 20 participants

Durée de la réunion : 1h35

Nombre de questions : 14

Méthodologie : le contenu de la présentation (46 écrans) figure en pièce jointe de ce document. Sont consignées les seules questions ou observations des participants ainsi que les réponses apportées à ces dernières.

Monsieur BOSSI

- Il semblerait que votre présentation n'aborde pas les effets sonores ?

Réponse de Madame Audrey BLANC – DREAL PACA

- Nous nous appuyons sur une méthodologie nationale qui réglemente l'impact d'accidents industriels sur un site donné. Les trois effets à prendre en compte sont les effets toxique, thermique et de surpression dans le cadre d'accidents pouvant causer la mort. Les nuisances chroniques générées par un site ne sont pas prises en compte. Ces dernières sont prises en compte dans les dossiers d'autorisation lors de la mise en œuvre d'une activité ou lors de modifications substantielles d'activités mais il ne s'agit pas du propos de notre réunion d'aujourd'hui qui traite du PPRT.

Monsieur Stéphane RAOUX, association les Brêts-Barjaquets

- Comment êtes-vous parvenus à réduire l'enveloppe des aléas ?

Réponse de Madame Audrey BLANC – DREAL PACA

- C'est le fruit d'un travail de cinq ans avec l'exploitant afin de l'accompagner pour trouver des solutions de réduction des risques à la source. Cela se traduit par des mesures telles que la baisse de niveau de pression dans des sphères de stockage de produits dangereux, la substitution de produits, la modification de process ou l'ajout de capteur de sécurité pour n'en citer que quelques-uns.

Monsieur Sébastien JAULAC, association les Brêts-Barjaquets

- Est-il possible de disposer de la présentation de ce soir ? Des audits de contrôle réguliers des installations sont-ils prévus dans le temps ?

Réponse de Madame Audrey BLANC – DREAL PACA

- Oui la présentation de ce soir sera mise en ligne sur le site PPRT PACA.

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- Les mesures de réduction des risques à la source sont imposées à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral qui est un acte administratif fort. C'est une obligation de mise en œuvre de l'industriel sur injonction du préfet. Ensuite l'inspection des installations classées assurée par la DREAL réalise des inspections périodiques annoncées ou inopinées afin de vérifier la bonne mise application des mesures prescrites. En cas de non-respect, sur proposition de la DREAL, le préfet peut prendre des mesures administratives allant jusqu'à des sanctions.

Madame Joëlle PIC, habitante des Barjaquets

- Existe-t-il des manœuvres pour prévenir les comportements en cas d'accident ?

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

Nous venons de vous présenter ce soir le Plan de Prévention des Risques Technologiques qui présente la réglementation de l'urbanisme et la réglementation de l'espace. Parallèlement à cela, toujours sous l'autorité du préfet, il existe des plans d'intervention au travers desquels l'exploitant est tenu de réaliser un plan d'organisation interne pour faire face à des incidents ou accidents technologiques dont les impacts ne dépassent pas le périmètre du site industriel. Le préfet élabore également des plans particuliers d'intervention (PPI) destinés à organiser les secours et prendre toutes les mesures pour mettre les populations à l'abri. Le PPI du site de Berre a été approuvé en 2014. Ces plans sont établis en fonction de la nature et des risques spécifiques au site concerné. Ces plans font l'objet de tests ou d'exercices. L'industriel est tenu de réaliser un exercice par an d'organisation interne. Puis tous les trois ou cinq ans, ce sont des exercices de plus grandes ampleurs qui concernent

la mobilisation des acteurs du secours.

Monsieur Gérald AUTECHAUD

- Pouvez-vous donner des exemples concrets de réduction des risques à la source ? Existe-t-il des normes prescrivant les organisations internes des secours sur un site (nombre de pompiers ou d'infirmières) ?

Réponse de Madame Audrey BLANC – DREAL PACA

- La réduction des risques est due notamment à des diminutions de niveaux contenus dans les dispositifs de stockages : certains bacs précédemment utilisés à la raffinerie ne sont plus en service, ainsi leurs effets ne sont donc plus pris en considération. Il y a eu également des rationalisations d'utilisation de bacs pour stocker les produits les plus à risques, ces derniers étant situés au milieu du site et non en périphérie comme dans le passé.

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- Les salariés d'entreprises SEVESO seuil haut sont au cœur de la prévention des risques. L'inspection des installations classées a en charge la protection des intérêts extérieurs aux limites de l'établissement qu'il s'agisse des personnes ou des intérêts environnementaux. Concernant les salariés de l'entreprise, ces derniers sont protégés par le code du travail. Si les salariés ne sont pas représentés à la réunion de ce soir, ils sont présents dans des réunions de concertation et d'échanges sur les risques. Ils font notamment partie de la Commission de Suivi de Site (CSS).

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

- Les plans d'urgence internes sont des plans d'intervention arrêtés par le préfet et coordonnés entre les services de l'État, les services d'incendie et de secours, les services municipaux et les services de l'exploitant. C'est bien la nature et la quantité de produit qui vont servir à l'élaboration de ces plans et au dimensionnement des moyens. Il ne s'agit pas de suppléer aux moyens de l'exploitant mais de coordonner l'ensemble des acteurs. Le premier échelon d'intervention est le service de secours et incendie de l'exploitant puis les services du département qui peuvent intervenir en périphérie ou dans l'entreprise.
- En 2015 lors de l'attentat contre Lyondell les services d'incendie sont rentrés sur le site pour prêter main-forte aux services de l'entreprise.
- Le troisième élément est une entente entre les industriels du même type d'activité qui mutualisent des moyens beaucoup plus importants. Par exemple, toujours en 2015, les services de Total sont venus renforcer ceux de Lyondell.

Madame Pierrette BOSSI

- Comment définissez-vous un périmètre lorsqu'il s'agit d'une émanation de

gaz ?

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- La propagation du gaz est définie par des seuils d'effets sur les personnes. Il existe trois types de seuils : les effets létaux significatifs, les effets létaux et les effets irréversibles. L'enveloppe retenue est l'enveloppe maximum des effets irréversibles. Ces seuils sont fixés par la réglementation nationale. Il existe également des seuils toxicologiques qui permettent à l'exploitant de définir des distances en utilisant des modèles de dispersion. Pour ce qui concerne les directions de dispersion, c'est l'ensemble des directions de l'espace qui est pris en compte. Cela est matérialisé par un cercle illustrant toutes les directions.

Monsieur BOSSI

- Quel est le temps de réactivité en cas d'incident majeur et qui décide des modalités d'intervention ?

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

- La chaîne d'alerte est établie par les plans d'intervention.
- Le premier niveau d'intervention est celui de l'exploitant avec ses équipes. Même en cas de faible incident, l'exploitant est tenu d'informer les services de l'État de la commune et du SDIS de l'incident. C'est ce que l'on appelle les fiches GP (Gravité / Perception).
- Pour un niveau de gravité plus important, les services d'incendie et de secours vont se rendre sur place pour compléter l'évaluation et indiquer si l'événement nécessite le déclenchement du Plan Particulier d'Intervention déclenché par le préfet. Ce dernier prend le commandement des opérations de secours en mobilisant les moyens de lutte adaptés et les forces de l'ordre nécessaires pour empêcher la pénétration sur le site. Comme les effets dépassent le périmètre du site, une information des populations est réalisée via la mairie. Cette dernière pourra prendre la forme de confinement ou d'évacuation. La diffusion de l'alerte prend au maximum vingt minutes pour mettre en œuvre les moyens de secours et d'intervention.

Monsieur BOSSI

- Comment la population est-elle prévenue ? Lors de l'incident de 2015 nous n'avons pas été informés et nous ne savions pas si nous étions touchés.

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

- La population est informée par divers canaux : des communiqués de presse (radio ou presse quotidienne régionale) et des points-presse réguliers. Les populations directement concernées par le risque sont informées par le Plan Communal de sauvegarde qui prévoit des modalités d'information des populations concernées (Envois automatiques, SMS). Je retiens votre

suggestion d'une information plus large de la population même si elle n'est pas directement touchée.

Monsieur Stéphane RAOUX, association les Brêts-Barjaquets

- Dans quel cercle d'aléa sont classés Les Barjaquets ? Est-ce que Butagaz fait partie de la zone Présentée ce soir ? Est-ce qu'il sera possible de réaliser une piste cyclable le long de la N113 ?

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- L'aléa technologique se décompose en sept niveaux décroissants lorsqu'on s'éloigne de la source du risque de Très Fort + à Faible.
- Butagaz n'est pas intégré à ce PPRT car les zones d'effets ne se recoupent pas avec celle de Lyondell. Par ailleurs Butagaz a déjà fait l'objet d'un PPRT qui est approuvé en juin 2016.

Réponse de Madame Gaëlle DUCHÊNE – DDTM 13

- La piste cyclable fait uniquement l'objet de recommandations mais pas d'interdiction. On déconseille de la réaliser car nous pensons qu'elle exposerait beaucoup de monde à un endroit donné. Concernant le cas précis de la N113, cette dernière n'est pas dans la zone concernée, elle n'est donc pas déconseillée.

Monsieur Gérald AUTECHAUD

- Si demain un industriel souhaite réduire son service sécurité doit-il vous demander une autorisation ?

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

- Il a besoin d'une autorisation, le service de sécurité ne pourrait changer que si l'activité changeait également. En cas de modification et d'insuffisance de moyens de secours, la responsabilité de l'industriel serait engagée.

Monsieur Julien AUTECHAUD

- Qui choisit les scénarios majorant qui impliqueront la dimension des secours sur site ? J'attire votre attention car je pense que le principal scénario majorant serait le feu d'une unité qui se propagerait sur d'autres sites.

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- Les feux de bacs ne sont pas les seuls scénarios de référence, le scénario majorant serait plutôt le feu de rétention. Les bacs peuvent être à l'origine de scénarios majeurs en cas de feu non maîtrisé en fonction de certains produits et par la fragilisation des structures. Les feux concernant les unités sont également pris en compte dans le dimensionnement. Les effets domino

sont pris en compte dans le cas de l'étude de danger.

Monsieur Julien AUTECHAUD

- Je ne comprends pas pourquoi un pompier a été supprimé lors de la fermeture de la raffinerie

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- La réglementation impose aux exploitants de disposer de moyens permettant de faire face aux accidents qui surviennent sur le site cette responsabilité ne repose donc pas sur les pouvoirs publics.

Monsieur Stéphane RAOUX, association les Brêts-Barjaquets

- Comment les actes malveillants sont-ils pris en compte ?

Réponse de Monsieur Thibault LAURENT – DREAL PACA

- Suite aux actes criminels, le gouvernement a pris des mesures permettant de répondre aux actes malveillants cela s'est traduit par des contrôles permettant de dégager des pistes d'amélioration. Les sites présentant le plus de risques doivent respecter une réglementation particulière vis-à-vis des actes de malveillance. Ces derniers ne sont pas communiqués au public.

Monsieur BOSSI

- Il existe un groupe Facebook qui permet d'informer les habitants de Rognac sur différents faits d'actualité. Il serait intéressant que vous puissiez communiquer au sein de ce groupe en cas d'incident.

Réponse de Monsieur le sous-préfet d'Istres

- Je rappelle que le premier niveau d'information incombe à l'exploitant, vous pouvez lui proposer de communiquer sur votre site. Je rappelle que les fiches d'information évoquées précédemment sont diffusées en mairie dans un délai assez rapide (deux à trois heures après l'événement), il incombe de respecter les bons niveaux d'information.

Réponse de Monsieur Yvan VESPERINI – Mairie de Rognac

- En cas d'incident, la mairie publie immédiatement un communiqué. Je signale par ailleurs qu'une réunion d'information sera organisée le 1^{er} juin prochain avec Lyondell en mairie, n'hésitez pas à venir pour leur poser vos questions.

Réponse de Madame Audrey BLANC – DREAL PACA

- Je signale que l'exploitant met à disposition un numéro de téléphone vert 0 800 67 70 87 sur son site internet pour s'informer en cas d'incident.

Monsieur le sous-préfet d'Istres remercie et salue les intervenants ainsi que les personnes présentes dans la salle pour leur participation active à cette réunion, il les incite à continuer de formuler des questions auprès des services de l'État et leur indique que leurs observations de ce soir seront prises en compte.